

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1961 B 40018

Numéro SIREN : 886 180 181

Nom ou dénomination : STC AUDIT & CONSEIL

Ce dépôt a été enregistré le 28/01/2021 sous le numéro de dépôt 1834

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE-MÉTROPOLE

445 boulevard Gambetta
CS 60455
59338 Tourcoing Cedex

STC AUDIT & CONSEIL
156 chaussée Pierre Curie
59200 Tourcoing

RECEPISSE DE DEPOT DES COMPTES ET BILANS ANNUELS

Dénomination : STC AUDIT & CONSEIL

Numéro RCS : 886 180 181

Numéro Gestion : 1961B40018

Forme Juridique : Société anonyme

Adresse: 156 chaussée Pierre Curie
59200 Tourcoing

Dépôt des Comptes Annuels

Exercice clôturé le : 30/09/2018

Durée de l'exercice : 12 mois

Comptes annuels déposés le : 25/01/2021

Sous le numéro : 1834

Délivré à Lille-Métropole le 28 janvier 2021

Le Greffier,

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/09/18	Net au 30/09/17
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	46 059	21 063	24 995	12 002
Fonds commercial	637 589		637 589	637 589
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	385 436	320 275	65 161	76 064
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	216 423		216 423	216 423
Autres titres immobilisés	1 459		1 459	1 457
Prêts				
Autres immobilisations financières	98 335		98 335	111 832
ACTIF IMMOBILISE	1 385 300	341 338	1 043 962	1 055 367
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	2 172 124	242 437	1 929 687	1 863 530
Fournisseurs débiteurs	3 420		3 420	15 500
Personnel	68 801		68 801	3 247
Etat, Impôts sur les bénéfices	87 416		87 416	38 151
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	24 520		24 520	32 079
Autres créances	65 303		65 303	85 217
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				400 303
Disponibilités	991 351		991 351	662 627
Charges constatées d'avance	74 798		74 798	80 843
ACTIF CIRCULANT	3 487 733	242 437	3 245 295	3 181 496
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion – Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	4 873 032	583 775	4 289 257	4 236 864

Bilan

	Net au 30/09/18	Net au 30/09/17
PASSIF		
Capital social ou individuel	521 640	521 640
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	52 164	52 164
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	703 991	620 603
Report à nouveau	114 893	77 546
Résultat de l'exercice	669 919	642 375
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 062 608	1 914 328
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	101 345	52 650
Découverts et concours bancaires	2 947	1 901
Emprunts et dettes financières diverses	8 830	7 466
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	6 184	11 931
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 734	8 996
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	121 059	191 623
Personnel	184 079	199 829
Organismes sociaux	204 209	217 675
Etat, Impôts sur les bénéfices		
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	414 742	385 356
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	57 569	58 354
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	40 234	28 200
Produits constatés d'avance	1 077 716	1 158 555
DETTES	2 226 649	2 322 535
Ecarts de conversion – Passif		
TOTAL PASSIF	4 289 257	4 236 864

Compte de résultat

	30/09/18	30/09/17
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue	5 518 137	5 438 458
Production stockée		
Subventions d'exploitation		
Autres produits	142 990	133 448
Total	5 661 128	5 571 906
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock (m/ses)		
Achats de m.p & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)		
Autres achats & charges externes	1 385 986	1 300 372
Total	1 385 986	1 300 372
Impôts, taxes et vers. assim.	105 310	106 076
Salaires et Traitements	2 110 137	2 181 665
Charges sociales	897 729	899 735
Amortissements et provisions	164 929	120 647
Autres charges	48 110	58 702
Total	3 326 215	3 366 825
RESULTAT D'EXPLOITATION	948 927	904 710
Produits financiers	4 382	4 293
Charges financières	514	151
Résultat financier	3 868	4 142
Opérations en commun		
RESULTAT COURANT	952 794	908 851
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	282 875	266 476
RESULTAT DE L'EXERCICE	669 919	642 375

SA STC AUDIT & CONSEIL

156 Chaussée Pierre Curie
59200 TOURCOING
Tél. 03.20.69.99.69
Fax. 03.20.03.17.03

Exercice clos le 30/09/2018

SIRET : 88618018100036

Ce-h/je Conf/6.06



STC AUDIT ET CONSEIL

156 Chaussée Pierre Curie

59200 TOURCOING

Tél : 03.20.69.99.69

Fax : 03.20.03.17.03

Synthèse de l'Annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
- Ventilation du chiffre d'affaires net		x	
- Contrats à long terme		x	
- Frais accessoires d'achat		x	
- Informations sur les honoraires des commissaires aux comptes	x		
- Eléments imputables à un autre exercice		x	
- Opérations faites en commun		x	
- Résultat financier		x	
- Transferts de charges d'exploitation et financières		x	
- Transactions avec des parties liées		x	
- Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice		x	
- Eléments exceptionnels		x	
- Transferts de charges exceptionnelles		x	
- Base de l'impôt sur les sociétés		x	
- Impact des évaluations fiscales dérogatoires		x	
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices		x	
- Incidence des modifications votées entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes		x	
- Accroissements et allègements de la dette future d'impôt		x	
- Intégration fiscale : Identité de la société tête de groupe	x		
- Evénements postérieurs à la clôture		x	
- Informations sur transactions effectuées sur les marchés de produits dérivés		x	
- Effectifs		x	
- Compte Personnel de Formation (C.P.F)		x	
- Avances et crédits alloués aux dirigeants sociaux		x	
- Rémunération globale et par catégorie de dirigeants		x	
- Identité de la société mère consolidant les comptes de la société		x	
- Engagements financiers donnés	x		
- Autres opérations non inscrites au bilan		x	
- Engagements financiers reçus		x	
- Crédit-bail		x	
- Engagement de retraite	x		
- CICE	x		
- Aspects environnementaux		x	
- Tableau des cinq derniers exercices	x		

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA STC AUDIT & CONSEIL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2018, dont le total est de 4 289 257 EUR et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 669 919 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2017 au 30/09/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14/01/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2018 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisations, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 80 244 EUR a été porté au crédit du compte 649 – Charges de personnel – CICE.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges d'exploitation

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2017 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Fonds commercial	637 589			637 589
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	18 017	31 042	3 000	46 059
Immobilisations incorporelles	655 606	31 042	3 000	683 647
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Installations générales, agencements aménagements divers	114 750	2 680		117 430
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	241 250	26 755		268 005
Immobilisations corporelles	356 000	29 435		385 436
- Participations évaluées par mise en				
- Autres participations	216 423			216 423
- Autres titres immobilisés	1 457	1		1 459
- Prêts et autres immobilisations financières	111 832		13 498	98 335
Immobilisations financières	329 713	1	13 498	316 217
ACTIF IMMOBILISE	1 341 319	60 478	16 498	1 385 300

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	31 042	29 435		60 477
Apports				
Créations				
Réévaluations			1	1
Augmentations de l'exercice	31 042	29 435	1	60 478
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				

Notes sur le bilan

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Cessions	3 000		13 498	16 498
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	3 000		13 498	16 498

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Le fonds de commerce est représentatif de clientèle achetée ou apportée. La valeur économique et financière du fonds de commerce de la société est très au dessus de sa valeur nette comptable.

	30/09/2018
Éléments achetés	203 611
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	433 977
Total	637 589

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 015	18 048	3 000	21 063
Immobilisations incorporelles	6 015	18 048	3 000	21 063
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	101 059	6 122		107 181
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	178 877	34 217		213 093
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	279 936	40 338		320 275
ACTIF IMMOBILISE	285 951	58 387	3 000	341 338

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL FORMAGEST EXPANSION 59200 TOURCOING	5 000,00	-5 247,00	100,00	2 065,00
SARL CECH 59301 VALENCIENNES CEDEX	50 000,00	669 409,00	100,00	61 531,00
SARL STC METROPOLE SUD 59120 LOOS	122 500,00	239 869,00	60,00	89 021,00
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Les créances clients de plus d'un an et non payées à la date d'établissement des comptes annuels sont provisionnées. Un complément de dépréciation est constatée dossier par dossier en fonction de notre connaissance du dossier.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	98 335		98 335
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 172 124	2 172 124	
Autres	249 460	249 460	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	74 798	74 798	
Total	2 594 717	2 496 382	98 335
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
int.courus s/titres immobilisés	1 459
clients – factures à établir	194 152
charges sociales – produits à recev	67 403
etat – produits à recevoir	57 853
Total	320 867

Notes sur le bilan

Capitaux Propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 521 640,00 euros décomposé en 22 680 titres d'une valeur nominale de 23,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	22 680	23,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	22 680	23,00

Dettes

Etat des dettes

La dette fournisseurs est constituée de fournisseurs fraix généraux. Les délais de paiement habituels sont de 15 à 30 jours.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	2 947	2 947		
– à plus de 1 an à l'origine	101 345	28 100	73 245	
Emprunts et dettes financières divers	8 830	8 830		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	121 059	121 059		
Dettes fiscales et sociales	860 599	860 599		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	46 418	46 418		
Produits constatés d'avance	1 077 716	1 077 716		
TOTAL	2 218 915	2 145 670	73 245	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	67 350			
Emprunts remboursés sur l'exercice	18 655			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
fournisseurs – fact. non parvenues	23 550
intérêts courus	14
dettes provis. pr congés à payer	93 331
Charges de personnel à régulariser	1 500
personnel – autres charges à payer	89 248
charges sociales s/congés à payer	40 274
charges sociales – charges à payer	39 016
etat – autres charges à payer	3 860
clients – rrr à accorder	30 308
Total	321 103

Régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
charges constatées d avance	74 797		
Total	74 797		

Produits constatés d'avance

Une évaluation des encours de travaux est faite dossier par dossier, en fonction de l'avancement des travaux. Une production est alors valorisée en fonction de cet avancement et du budget d'honoraire annuel du client. Une comparaison est effectuée par rapport à la demande d'acomptes qui sont comptabilisés dans le CA. Les acomptes excédant la production sont comptabilisés en produit constaté d'avance. Si la demande d'acompte est insuffisante, la différence est comptabilisée en clients, facture à établir.

Les encours de travaux sont valorisés au prix de vente s'agissant de prestations continues. Par contre le pourcentage d'avancement est appliqué sur un budget contractuel global et non à partir de la valorisation du temps passé. Cette méthode écarte donc toutes difficultés liées à une sous facturation latente.

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
produits constatés d avance	1 077 716		
Total	1 077 716		

Notes sur le bilan

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2004, la société SA STC AUDIT & CONSEIL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA STC AUDIT & CONSEIL. L'option a été renouvelée en date du 01/10/2014.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 17 107 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
	214 819
Avals et cautions	214 819
Engagements en matière de pensions	327 000
Engagements de crédit-bail mobilier	12 619
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	554 438
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	214 819
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Notre société est caution au profit de la Société Générale pour un prêt contracté par notre filiale STC Métropole Sud dont le solde de l'emprunt est de 214 819 euros au 30 septembre 2018.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 327 000 EUR

Les engagements retraite sont couverts par un contrat d'assurance par capitalisation à concurrence de 56 000 euros.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de formation, de prospection de nouveaux marchés, de reconstitution du fonds de roulement.

STC Audit & Conseil
Société Anonyme
au capital de 521 640 Euros
Siège social : 156, Chaussée Pierre Curie
59200 TOURCOING
LILLE METROPOLE B 886.180.181

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 25 MARS 2019

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2018 s'élevant à 669.919 Euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	669.919 Euros
A titre de dividendes aux actionnaires Soit 23 Euros par action	521.640 Euros
Le solde :	
- au compte « autres réserves »	80.244 Euros
- au compte « report à nouveau »	68.035 Euros

Le paiement des dividendes sera effectué au plus tard le 31 mars 2019.

L'Assemblée Générale prend acte que les actionnaires ont été informés que :

- ✓ depuis le 1er janvier 2018, les revenus distribués sont soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux,
- ✓ le prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu est maintenu mais son taux est aligné sur celui du PFU (12,8 % - CGI, art. 117 quater),
- ✓ l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Il est précisé que :

- ✓ le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 5.313 Euros,
- ✓ le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 516.327 Euros.

Il a en outre été rappelé aux actionnaires que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement

payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale rappelle le montant des dividendes distribués au titre des trois exercices précédents :

Exercice clos le 30 septembre 2015

498.960 €, soit un dividende net par action de 22,00 Euros

Exercice clos le 30 septembre 2016

498.960 €, soit un dividende net par action de 22,00 Euros

Exercice clos le 30 septembre 2017

521.640 €, soit un dividende net par action de 23,00 Euros

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



Certifié conforme
La Présidente

AUDITEUROP

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

207, Avenue Willy Brandt

Boîte 304

59777 EURALILLE

Téléphone : 03 20 07 79 51

www.auditeurop.com

S.A. S.T.C Audit & Conseil

156, Chaussée Pierre Curie

Centre Tertiaire Colbert

59200 - TOURCOING

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

présentés à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

Exercice clos au 30 SEPTEMBRE 2018

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/09/18	Net au 30/09/17
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	46 059	21 063	24 995	12 002
Fonds commercial	637 589		637 589	637 589
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	385 436	320 275	65 161	76 064
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	216 423		216 423	216 423
Autres titres immobilisés	1 459		1 459	1 457
Prêts				
Autres immobilisations financières	98 335		98 335	111 832
ACTIF IMMOBILISE	1 385 300	341 338	1 043 962	1 055 367
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	2 172 124	242 437	1 929 687	1 863 530
Fournisseurs débiteurs	3 420		3 420	15 500
Personnel	68 801		68 801	3 247
Etat, Impôts sur les bénéfices	87 416		87 416	38 151
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	24 520		24 520	32 079
Autres créances	65 303		65 303	85 217
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				400 303
Disponibilités	991 351		991 351	662 627
Charges constatées d'avance	74 798		74 798	80 843
ACTIF CIRCULANT	3 487 733	242 437	3 245 295	3 181 496
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion – Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	4 873 032	583 775	4 289 257	4 236 864

Bilan

	Net au 30/09/18	Net au 30/09/17
PASSIF		
Capital social ou individuel	521 640	521 640
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	52 164	52 164
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	703 991	620 603
Report à nouveau	114 893	77 546
Résultat de l'exercice	669 919	642 375
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 062 608	1 914 328
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	101 345	52 650
Découverts et concours bancaires	2 947	1 901
Emprunts et dettes financières diverses	8 830	7 466
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	6 184	11 931
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 734	8 996
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	121 059	191 623
Personnel	184 079	199 829
Organismes sociaux	204 209	217 675
Etat. Impôts sur les bénéfices		
Etat. Taxes sur le chiffre d'affaires	414 742	385 356
Etat. Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	57 569	58 354
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	40 234	28 200
Produits constatés d'avance	1 077 716	1 158 555
DETTES	2 226 649	2 322 535
Ecart de conversion – Passif		
TOTAL PASSIF	4 289 257	4 236 864

Compte de résultat

	30/09/18	30/09/17
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue	5 518 137	5 438 458
Production stockée		
Subventions d'exploitation		
Autres produits	142 990	133 448
Total	5 661 128	5 571 906
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock (m/ses)		
Achats de m.p & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)		
Autres achats & charges externes	1 385 986	1 300 372
Total	1 385 986	1 300 372
Impôts, taxes et vers. assim.	105 310	106 076
Salaires et Traitements	2 110 137	2 181 665
Charges sociales	897 729	899 735
Amortissements et provisions	164 929	120 647
Autres charges	48 110	58 702
Total	3 326 215	3 366 825
RESULTAT D'EXPLOITATION	948 927	904 710
Produits financiers	4 382	4 293
Charges financières	514	151
Résultat financier	3 868	4 142
Opérations en commun		
RESULTAT COURANT	952 794	908 851
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	282 875	266 476
RESULTAT DE L'EXERCICE	669 919	642 375

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA STC AUDIT & CONSEIL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2018, dont le total est de 4 289 257 EUR et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 669 919 EUR

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2017 au 30/09/2018

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14/01/2019 par les dirigeants de l'entreprise

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2018 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires)

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine

Participations, titres immobilisations, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence

Règles et méthodes comptables

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 80 244 EUR a été porté au crédit du compte 649 – Charges de personnel – CICE.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges d'exploitation.

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2017 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Fonds commercial	637 589			637 589
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	18 017	31 042	3 000	46 059
Immobilisations incorporelles	655 606	31 042	3 000	683 647
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Installations générales, agencements aménagements divers	114 750	2 680		117 430
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	241 250	26 755		268 005
Immobilisations corporelles	356 000	29 435		385 436
- Participations évaluées par mise en				
- Autres participations	216 423			216 423
- Autres titres immobilisés	1 457	1		1 459
- Prêts et autres immobilisations financières	111 832		13 498	98 335
Immobilisations financières	329 713	1	13 498	316 217
ACTIF IMMOBILISE	1 341 319	60 478	16 498	1 385 300

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	31 042	29 435		60 477
Apports				
Créations				
Réévaluations			1	1
Augmentations de l'exercice	31 042	29 435	1	60 478
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				

Notes sur le bilan

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Cessions	3 000		13 498	16 498
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	3 000		13 498	16 498

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Le fonds de commerce est représentatif de clientèle achetée ou apportée. La valeur économique et financière du fonds de commerce de la société est très au dessus de sa valeur nette comptable.

	30/09/2018
Éléments achetés	203 611
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	433 977
Total	637 589

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 015	18 048	3 000	21 063
Immobilisations incorporelles	6 015	18 048	3 000	21 063
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	101 059	6 122		107 181
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	178 877	34 217		213 093
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	279 936	40 338		320 275
ACTIF IMMOBILISE	285 951	58 387	3 000	341 338

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL FORMAGEST EXPANSION 59200 TOURCOING	5 000,00	-5 247,00	100,00	2 065,00
SARL CECH 59301 VALENCIENNES CEDEX	50 000,00	669 409,00	100,00	61 531,00
SARL STC METROPOLE SUD 59120 LOOS	122 500,00	239 869,00	60,00	89 021,00
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Les créances clients de plus d'un an et non payées à la date d'établissement des comptes annuels sont provisionnées. Un complément de dépréciation est constatée dossier par dossier en fonction de notre connaissance du dossier

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	98 335		98 335
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 172 124	2 172 124	
Autres	249 460	249 460	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	74 798	74 798	
Total	2 594 717	2 496 382	98 335
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
int.courus s/titres immobilisés	1 459
clients – factures à établir	194 152
charges sociales – produits à recev	67 403
etat – produits à recevoir	57 853
Total	320 867

Notes sur le bilan

Capitaux Propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 521 640,00 euros décomposé en 22 680 titres d'une valeur nominale de 23,00 euros

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	22 680	23,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	22 680	23,00

Dettes

Etat des dettes

La dette fournisseurs est constituée de fournisseurs frais généraux. Les délais de paiement habituels sont de 15 à 30 jours

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	2 947	2 947		
– à plus de 1 an à l'origine	101 345	28 100	73 245	
Emprunts et dettes financières divers	8 830	8 830		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	121 059	121 059		
Dettes fiscales et sociales	860 599	860 599		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	46 418	46 418		
Produits constatés d'avance	1 077 716	1 077 716		
TOTAL	2 218 915	2 145 670	73 245	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	67 350			
Emprunts remboursés sur l'exercice	18 655			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
fournisseurs – fact. non parvenues	23 550
intérêts courus	14
dettes provis. pr congés à payer	93 331
Charges de personnel à régulariser	1 500
personnel – autres charges à payer	89 248
charges sociales s/congés à payer	40 274
charges sociales – charges à payer	39 016
etat – autres charges à payer	3 860
clients – rrr à accorder	30 308
Total	321 103

Régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
charges constatées d'avance	74 797		
Total	74 797		

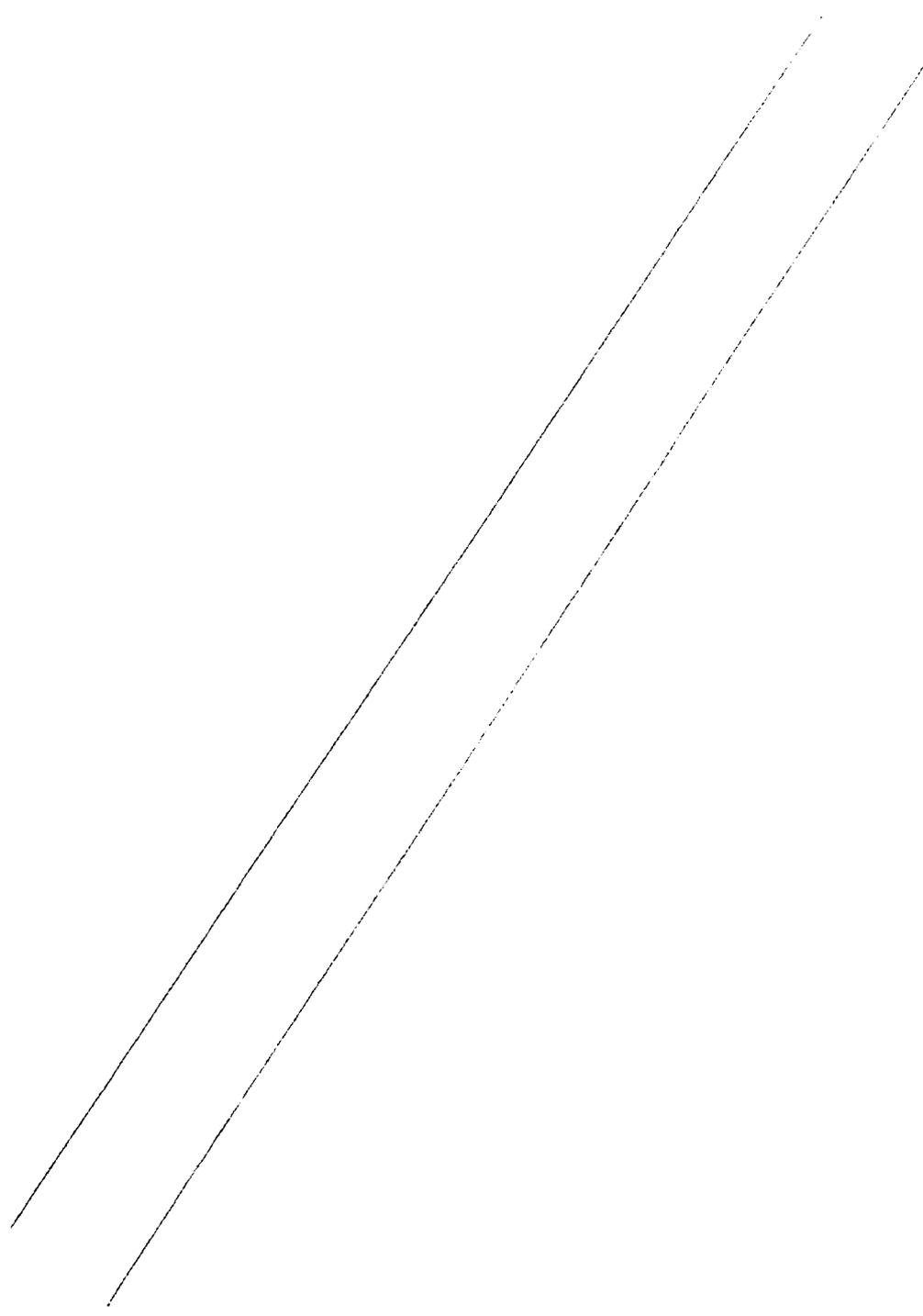
Produits constatés d'avance

Une évaluation des encours de travaux est faite dossier par dossier, en fonction de l'avancement des travaux. Une production est alors valorisée en fonction de cet avancement et du budget d'honoraire annuel du client. Une comparaison est effectuée par rapport à la demande d'acomptes qui sont comptabilisés dans le CA. Les acomptes excédant la production sont comptabilisés en produit constaté d'avance. Si la demande d'acompte est insuffisante, la différence est comptabilisée en clients, facture à établir.

Les encours de travaux sont valorisés au prix de vente s'agissant de prestations continues. Par contre le pourcentage d'avancement est appliqué sur un budget contractuel global et non à partir de la valorisation du temps passé. Cette méthode écarte donc toutes difficultés liées à une sous facturation latente.

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
produits constatés d'avance	1 077 716		
Total	1 077 716		

Notes sur le bilan



Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2004, la société SA STC AUDIT & CONSEIL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA STC AUDIT & CONSEIL. L'option a été renouvelée en date du 01/10/2014.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 17 107 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
	214 819
Avals et cautions	214 819
Engagements en matière de pensions	327 000
Engagements de crédit-bail mobilier	12 619
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	554 438
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	214 819
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Notre société est caution au profit de la Société Générale pour un prêt contracté par notre filiale STC Métropole Sud dont le solde de l'emprunt est de 214 819 euros au 30 septembre 2018.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 327 000 EUR

Les engagements retraite sont couverts par un contrat d'assurance par capitalisation à concurrence de 56 000 euros.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de formation, de prospection de nouveaux marchés, de reconstitution du fonds de roulement

AUDITEUROP

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

207, Avenue Willy Brandt

Boite 304

59777 EURALILLE

Téléphone : 03.20.07.79.51

www.auditeurop.com

S.A STC Audit & Conseil

156, Chaussée Pierre Curie

Centre Tertiaire Colbert

59200 – TOURCOING

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 30 septembre 2018

Aux Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STC Audit et Conseil de TOURCOING relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 40 000 €

R.C.S. LILLE B 390 956 654

Identification : FR0339095665400037 API : 6920Z

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société, concernant l'avancement des dossiers clients, afin de valider l'estimation faite des créances clients. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations faites par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

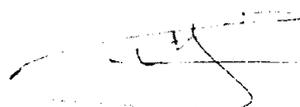
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, le 8 mars 2019

AUDITEUROP
Commissaire aux Comptes



Vincent Hamou, Associé